

FICHE D'INFORMATION DDC ORGANISATIONS MULTILATÉRALES

Décembre 2015



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



LA SUISSE ET LE CGIAR

FAITS ET CHIFFRES

Mandat

Le CGIAR est un partenariat mondial de recherche agronomique. La mission de CGIAR est de faire progresser la recherche scientifique et l'innovation dans le domaine agroalimentaire pour permettre aux populations pauvres – en particulier les femmes – d'augmenter leur productivité agricole et leur résilience, de participer à la croissance économique et d'améliorer leur alimentation et celle de leur famille, et de mieux gérer les ressources naturelles face au changement climatique et aux autres menaces.

Type d'organisation

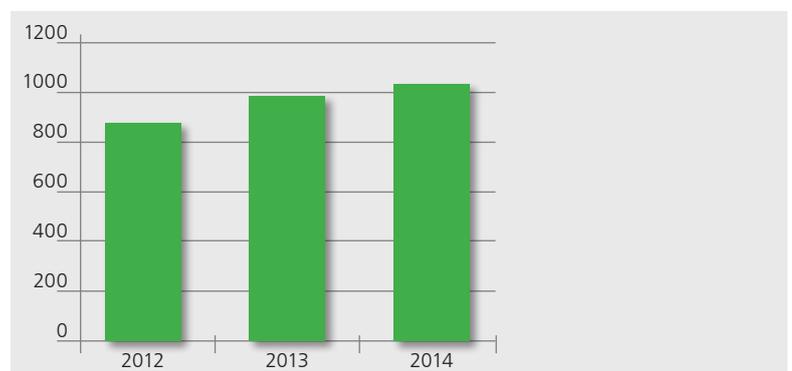
Fonds et réseaux mondiaux

Le CGIAR est un partenariat mondial de recherche agronomique qui met en relation, d'une part, les donateurs et, d'autre part, un consortium de quinze centres de recherche internationaux et leurs partenaires (y c. des instituts de recherche nationaux ou régionaux et des organisations issues de la société civile, du monde académique et du secteur privé). Les activités scientifiques se divisent en seize programmes thématiques mondiaux (CGIAR Research Programmes -CRP) et sont financées par le Fonds du CGIAR et/ou des subventions bilatérales directement allouées aux centres de recherche. Parmi les donateurs figurent les gouvernements de pays en développement et de pays industrialisés, des fondations et des organisations internationales ou régionales.

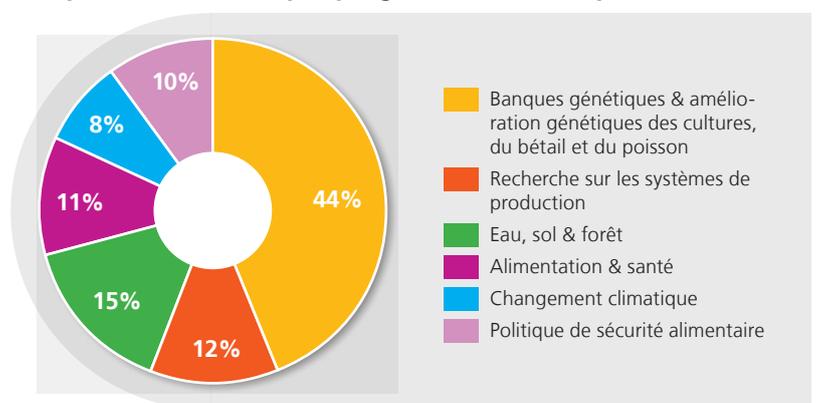
Institution

- **Direction de l'organisation (Fonds du CGIAR)**
 - Présidence du Conseil du fonds : Laura Tuck
 - Secrétaire exécutif du Bureau du fonds : Jonathan Wadsworth
 - Directeur exécutif du Bureau du consortium : Frank Rijsberman
- **Siège**
 - Le Consortium du CGIAR est une organisation internationale composée de quinze centres internationaux de recherche agricole. Son siège se situe à Montpellier (France).

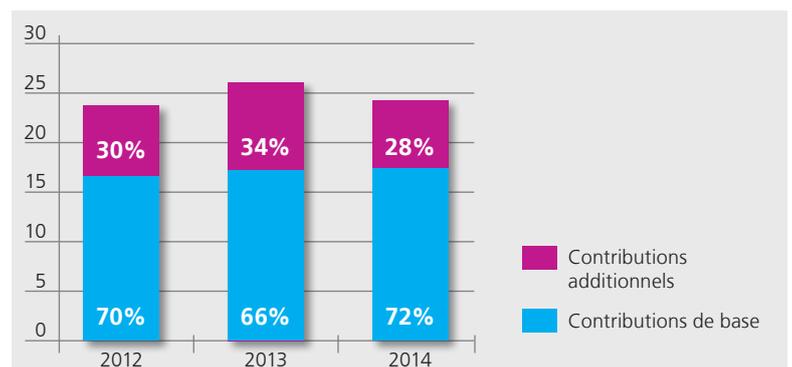
Recettes totales du CGIAR (en millions CHF)



Dépenses du CGIAR par programme thématique (CRP) en 2014



Contributions de la Suisse (en millions CHF)



- Bureau du fonds du CGIAR, Banque mondiale, Washington (Etats-Unis)
- **Nombre de bureaux** : 247
- **Nombre de collaborateurs (2014)** : 10 650 (dont 642 chercheurs senior / principaux)
- **Fondé en** : 1971
- **Conseil** : Le Conseil du fonds du CGIAR est l'organe de décision suprême. Il compte 25 membres, dont onze représentants des pays donateurs de l'OCDE, huit représentants d'organisations régionales et de pays non membres de l'OCDE, ainsi que six représentants d'organisations et de fondations multilatérales mondiales. Sur la base de l'examen à mi-parcours effectué en 2014, le Conseil du fonds a décidé de remplacer la structure à deux piliers (consortium et fonds) par une structure à un seul pilier (système du CGIAR). Le Conseil du système CGIAR se réunira pour la première fois en juillet 2016.

Suisse (2014)

- **Contribution financière** :
 - Contribution de base : 15,5 millions CHF
 - Subventions aux centres de recherche : 8,75 millions CHF
- **Nombre d'employés suisses** : 18

Site Internet : www.cgiar.org

LE CGIAR

Mandat

Le CGIAR a la mission unique de produire, compiler et partager des résultats scientifiques dans les domaines de la durabilité agricole et environnementale, avec l'objectif ultime d'éradiquer la pauvreté et la faim. Ces résultats contribuent de manière significative à résoudre des problèmes de développement importants, identifiés et définis comme prioritaires par les pays en développement, et à réaliser les objectifs de développement durable (ODD) formulés par les Nations Unies.

Objectifs à moyen terme

La vision du CGIAR est un monde où la pauvreté, la faim et la détérioration de l'environnement n'ont plus leur place. Le CGIAR veut faire progresser la recherche et l'innovation agro-alimentaires afin de permettre aux populations pauvres – en particulier les femmes – d'augmenter leur productivité agricole et leur résilience, de participer à la croissance économique, d'améliorer leur alimentation et celle de leur famille et de mieux gérer les ressources naturelles face au changement climatique et aux autres menaces. Pour y parvenir, un nouveau Cadre de stratégie et de résultats, aligné sur les ODD, a été approuvé pour la période 2016-2030. Il définit les trois axes prioritaires suivants :

- Réduire la pauvreté rurale
Le CGIAR entend aider 100 millions de personnes, dont 50 % de femmes, à sortir de la pauvreté. Il a été prouvé que la croissance du secteur agricole,

stimulée par une productivité accrue et une meilleure résistance aux chocs, pouvait sensiblement concourir à augmenter les revenus et l'emploi. Un accès plus aisé aux marchés s'est aussi révélé être un moteur efficace de la réduction de la pauvreté, en particulier dans les premières étapes du développement.

- Améliorer l'alimentation, la sécurité alimentaire et la santé

Le CGIAR souhaite réduire de 150 millions d'ici à 2030 le nombre des personnes – dont 50 % de femmes – qui souffrent de la faim.

Des millions de personnes pauvres, issues de communautés urbaines ou rurales, peinent à accéder à une alimentation à un prix abordable et à des micronutriments en quantité suffisante. Des efforts sont nécessaires pour relever la productivité, améliorer l'alimentation des populations pauvres et vulnérables et promouvoir de meilleures pratiques agricoles dans l'intérêt de la santé humaine et animale.

- Améliorer la gestion des ressources naturelles et les services écosystémiques

Le CGIAR veut réhabiliter 190 millions d'hectares de terres dégradées.

Garantir que le capital naturel soit à la fois valorisé et protégé contre les effets du changement climatique et contre la surexploitation est un défi qui passe impérativement par des approches innovantes et une gestion plus durable des écosystèmes agricoles.

Le changement climatique, les questions de genre et la jeunesse, le développement des capacités ainsi que les politiques et les institutions sont des thèmes transversaux des trois axes ci-dessus.

Résultats

La recherche effectuée dans le cadre des programmes du CGIAR a débouché sur un grand nombre de nouvelles technologies et d'améliorations des pratiques agricoles, qui se sont notamment traduites par des variétés plus productives et plus résistantes. Ces produits ont été mis gratuitement à la disposition des partenaires nationaux, devenant ainsi des « biens publics mondiaux » (BPM). Le travail collaboratif mené par le CGIAR ces 40 dernières années a eu un impact sur le développement qui n'a pas d'équivalent au niveau international.

Les technologies et les connaissances développées par le CGIAR et ses partenaires ont généré des résultats positifs substantiels en matière de réduction de la famine et d'augmentation des revenus des petits exploitants agricoles dans les pays en développement ; elles ont également contribué à la gestion durable et à la préservation des ressources naturelles, comme l'illustrent les exemples suivants :

- En 2014, le CGIAR a séquencé le génome de 6500 racines, tubercules et bananes issus de banques de gènes et d'aires de reproduction pour mieux en comprendre les principaux caractères tels que la résistance aux épidémies et aux organismes nui-

sibles et la tolérance aux effets du changement climatique.

- Au cours de l'année 2014, le CGIAR a pu transmettre à près de 35 millions d'agriculteurs – dont de nombreuses femmes – des nouvelles technologies et connaissances, aidant ainsi les petits paysans à augmenter leurs revenus de manière significative.
- Une nouvelle application mobile développée en 2014 fournit aux agriculteurs des recommandations pour une meilleure gestion du riz en vue d'augmenter leurs rendements et leurs revenus. Le CGIAR a développé deux applications mobiles d'aide à la décision.
- Le premier rapport mondial sur la nutrition (Global Nutrition Report) est paru en 2014. Co-dirigé par le programme de recherche du CGIAR sur l'agriculture pour l'alimentation et la santé (« Agriculture for Nutrition and Health [A4NH] »), ce rapport dresse pour la première fois un état des lieux complet des progrès réalisés en matière d'alimentation dans 193 pays, il est en passe de devenir un outil puissant au service de l'amélioration des politiques, des programmes et des investissements en faveur de l'alimentation sur les plans mondial, national et régional.

évaluer la résistance à la NLM de plus de 26 000 lignées endogames, 10 cartographies de population, 21 000 hybrides pré-commerciaux et 80 cultivars commerciaux.

Grâce à ces démarches, plusieurs lignées dotées d'une résistance élevée à la NLM ont été identifiées et, dans la foulée, des variétés résistantes au virus ont été commercialisées dès 2014. Cet exemple démontre l'expertise, les capacités de même que la coordination technique et logistique qui sont nécessaires pour fournir une réponse rapide et complète à une grave menace biologique sur des moyens de subsistance basés sur l'agriculture.

SUISSE

La Suisse est l'un des membres fondateurs du CGIAR et considère celui-ci comme un partenaire clé. Les activités que l'institution déploie à travers le monde correspondent à trois des cinq thèmes globaux prioritaires de la Suisse : la sécurité alimentaire, le changement climatique et l'eau. Le soutien multilatéral au CGIAR complète au mieux l'engagement bilatéral de la Suisse dans les pays et les régions qu'elle a définis comme prioritaires ainsi que les efforts qu'elle a consentis dans la recherche agronomique en faveur du développement.

Objectifs de la Suisse à moyen terme

La complexité croissante des défis démographiques, agricoles et environnementaux a amené le CGIAR à entreprendre en 2009 et 2015 un profond remaniement de sa structure.

La Suisse s'est dès lors fixé les objectifs suivants :

- Assurer un système fonctionnel
La Suisse est favorable à la mise en place d'un système de recherche efficace et efficient après la réforme, qui mette en œuvre un Cadre de stratégie et de résultats cohérent. Les programmes de recherche du consortium issus de ce cadre pourront ainsi être concentrés, coordonnés et nantis des ressources adéquates pour exercer une influence positive sur la sécurité alimentaire, le changement climatique et la réduction de la pauvreté.
- Veiller à la cohérence et à la pertinence
La Suisse souhaite que l'orientation stratégique et thématique du Cadre de stratégie et de résultats continue d'être renforcée et concrétisée par des indicateurs mesurant la contribution du CGIAR à la sécurité alimentaire et au développement agricole. Parmi les objectifs stratégiques spécifiques défendus par la Suisse figurent l'intégration des bénéficiaires (petits paysans) au processus de définition des priorités en matière de recherche, l'adoption d'approches axées sur les résultats et sensibles aux questions de genre, le recours à des diagrammes d'analyse logique clairs ainsi que la mise en place



Exemple concret

Réponse rapide à la nécrose létale du maïs

La capacité de répondre rapidement aux nouvelles maladies résulte des décennies d'expérience du CGIAR. Détectée pour la première fois en 2011, la nécrose létale du maïs (NLM) a eu des retombées catastrophiques sur la production de maïs dans toute l'Afrique de l'Est. La propagation de cette épidémie virale, qui tue les plants avant qu'ils aient poussé et produit de nouvelles graines, a été exacerbée par le manque de variétés résistantes à la NLM et par les méthodes de culture sur toute l'année. Face à ce désastre, le CGIAR et ses partenaires ont établi un protocole destiné à tester et à

de partenariats et d'accords de développement des capacités explicites.

Résultats de la collaboration entre la Suisse et le CGIAR

Depuis la fondation du CGIAR, la Suisse a fourni à celui-ci des ressources financières, scientifiques et techniques et l'a aidé à élaborer sa politique, en intervenant au sein des organes de gouvernance.

Le soutien de la Suisse au CGIAR s'articule autour de deux axes : d'une part, la Confédération renforce spécifiquement le système du CGIAR en tant qu'acteur mondial travaillant sur les défis globaux dans le domaine de la recherche agricole axée sur le développement et, d'autre part, elle encourage les efforts nationaux de recherche et de vulgarisation agricole par l'intermédiaire de projets spécifiques du CGIAR dans des pays prioritaires pour la Suisse. Les résultats de ces projets faisant l'objet de subventions bilatérales sont présentés séparément dans les rapports de la Suisse sur les pays en question.

La DDC est un membre actif de l'Initiative Européenne de la Recherche Agricole pour le Développement (EIARD), qui représente 45 % du financement du fonds du CGIAR ; elle véhicule ainsi l'influence suisse et européenne au sein du Conseil du fonds du CGIAR. Par sa contribution de base au CGIAR, la Suisse est associée à l'innovation agricole, même dans des régions dont la DDC est absente. Le savoir résultant de la recherche et les bénéfices de l'innovation ne se limitent pas aux projets spécifiques de la Suisse, mais profitent à l'ensemble de la communauté scientifique.

En renforçant le système du CGIAR, la Suisse a activement contribué à la

création d'un système fonctionnel et efficace

La Suisse a soumis des avis et des commentaires sur la plupart des documents légaux du nouveau système ayant été développés, discutés et approuvés au sein du Conseil du fonds entre 2010 et 2015. En 2014, la Suisse a été membre du groupe de référence de l'examen à mi-parcours du CGIAR, à l'origine du dernier ajustement structurel du système du CGIAR, approuvé en avril 2015 à Bogor.

cohérence et la pertinence

Les seize programmes de recherche du consortium (CRP) ont été développés et approuvés en 2011–2012 et prolongés jusqu'à la fin de 2016. De 2014 à 2015, onze de ces programmes ont fait l'objet d'une évaluation externe. Dans ce contexte, la Suisse a fait office de représentant des donateurs au sein de l'équipe de référence pour l'évaluation du partenariat mondial pour la science rizicole (Global Rice Science Partnership [GRISP]) et du programme sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (Climate Change, Agriculture and Food Security [CCAFS]). Elle s'est ainsi impliquée dans les différentes étapes des évaluations externes et a pu

porter un regard en profondeur sur la pertinence du portefeuille de recherche, la qualité de la recherche, l'efficacité des CRP, les accords de partenariat, l'intégration des problématiques de genre et de développement des capacités. Les centres du CGIAR vont s'inspirer des enseignements tirés des évaluations pour élaborer les nouveaux programmes de mise en œuvre du Cadres stratégique et de résultats (2016–2030).

DÉFIS DU CGIAR

Parmi les principaux paramètres conditionnant l'agriculture mondiale figurent la croissance rapide de la population et des revenus, la recrudescence et l'aggravation des sécheresses et des inondations, une hausse des prix de l'énergie, le développement subventionné des biocarburants, ainsi que des politiques de commerce et de marché contre-productives. Plus d'un milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 USD par jour, et plus de 800 millions souffrent de sous-alimentation sévère ou chronique. Le nombre de personnes présentant des carences en micronutriments avoisine les 2 millions.

Pour éviter la réapparition périodique de graves crises alimentaires, il faut notamment miser sur une croissance plus rapide et plus durable de la productivité agricole. La dégradation galopante des ressources naturelles – eau, terres arables, biodiversité et forêts – dont dépendent les communautés agricoles et rurales est l'une des principales barrières à cette croissance. Cette dégradation est dans une large mesure le fruit d'une agriculture plus intensive et plus extensive, qui s'est étendue sans être encadrée par des politiques et des pratiques de gestion durable des ressources.

Dans les décennies à venir, le changement climatique entraînera des conditions climatiques plus extrêmes, de même que des épidémies ou invasions d'insectes nuisibles plus fréquentes et dévastatrices. Heureusement, toutefois, la préoccupation grandissante qui entoure les nouveaux défis de l'agriculture a entraîné une prise de conscience du rôle central des petites exploitations agricoles et de leur contribution à la réduction de la pauvreté.

Le CGIAR a affiché une situation financière forte de 2012 à 2014. Aujourd'hui, cependant, il doit faire face à des coupes claires induites par la conjoncture économique mondiale.

La Suisse entend continuer à apporter son soutien au CGIAR, en partenariat avec des institutions de recherche et de développement de par le monde, afin de trouver des moyens d'accroître durablement la production agricole des petits exploitants et, partant, de réduire le fardeau de l'insécurité alimentaire.

Contact

gpfs@eda.admin.ch